



**Conférence de presse du comité « Non à l'initiative sur l'élevage intensif » du 13 juin 2022**

## **Pas de mise sous tutelle des producteurs et des consommateurs**

*Discours de Babette Sigg, présidente du Forum suisse des consommateurs (seul le texte prononcé fait foi)*

Pour la consommatrice attentive que je suis, l'argumentation de l'initiative sur l'élevage intensif porte à croire que nous vivons dans une république bananière où l'élevage d'animaux de rente se déroule de manière illégale, non réglementée, non transparente et clandestine. Bien sûr, il est naïf de penser que tout le monde se soucie du bien-être des animaux : il y a toujours quelques brebis galeuses. Mais la réalité est plutôt réjouissante. Grâce à une loi stricte, à diverses réglementations internes à la branche et à des labels de certification, j'ai le choix. Or, c'est une liberté qui me tient à cœur en tant que représentante libérale des consommateurs.

En tant que consommatrice, je peux me réjouir de vivre dans un pays où les denrées alimentaires sont disponibles sans limites. Et bien plus encore, car dans l'offre énorme et la grande variété de produits alimentaires, je peux choisir en fonction de ma position, voire de mon idéologie. Ce choix vaut aussi pour les aliments d'origine animale.

Les normes requises par l'initiative existent déjà à travers l'offre en produits bio et en autres labels garantissant le bien-être animal. Quiconque cherche des produits d'origine animale répondant à ces normes peut donc aujourd'hui déjà les trouver en magasin en quantité suffisante.

En tant que consommatrice, je suis prête à assumer mes responsabilités et à agir. Je souhaite moi-même participer à la définition de l'offre, panier en main. En outre, je suis résolument contre la mise sous tutelle permanente des agriculteurs et, partant, des consommateurs que nous sommes, par l'État. Je m'oppose à plus forte raison au fait que nos producteurs de viande soient obligés de proposer des produits qui ne sont pas vendables sur le marché. Par ailleurs, j'estime que les consommateurs doivent pouvoir décider eux-mêmes dans quelle fourchette de prix ils achètent, car en définitive, tout le monde n'a pas les mêmes moyens.

Si la production bio, les systèmes de stabulation particulièrement respectueux des animaux et les sorties régulières en plein air devenaient la norme, la Confédération ne pourrait plus octroyer de paiements directs pour la participation à ces programmes. En conséquence, les moyens supplémentaires dont disposent les éleveurs grâce aux contributions au bien-être animal devraient être compensés par une augmentation des prix à la consommation. Cela ne veut pas dire que nous, consommateurs, refusons de payer plus pour un bon produit. Mais dans ce cas, nous pouvons dire adieu à la liberté de choix. Cette hausse ne ferait qu'accroître la différence de prix entre la viande suisse et la viande importée, et la même chose se produirait sur le marché des œufs. Au cas où il ne serait pas possible d'imposer des prix plus élevés sur le marché, les revenus des producteurs diminueraient sous l'effet de la hausse des coûts. Il n'y aurait que des perdants. Et ce d'autant plus que Divonne, Pontarlier et Saint-Louis proposent des prix bas très alléchants.

L'initiative entraînerait forcément une réduction du nombre d'animaux, notamment en raison du manque de place. Il n'y a guère de solutions de rechange, en particulier pour les élevages situés à proximité des zones d'habitation. Dans ces conditions, la production animale devrait être fortement réduite, voire abandonnée, à certains endroits. L'initiative entraînerait une baisse de la production, alors que la demande en viande suisse reste relativement stable. Il faudrait donc importer l'offre manquante. La production aurait alors lieu dans des pays où les modes d'élevage sont moins respectueux des animaux. Sans parler des effets négatifs sur l'environnement, qui, au lieu d'être résolus, seraient eux aussi déplacés à l'étranger.

Je peux affirmer en toute bonne conscience que je ne souhaite pas que notre production animale soit délocalisée au-delà des frontières. Les consommateurs ne doivent pas se voir dicter le contenu de leur caddie et de leur assiette par des mesures de l'État. Opposez-vous à la mise sous tutelle des producteurs et des consommateurs : dites non à cette initiative inutile le 25 septembre.